

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Albi, le 01/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARL GRANITARN CARRIERES**

260 Route du Lac du Merle  
81100 Burlats

Références : 81-CARMIN-2026-25  
Code AIOT : 0006803500

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement SARL GRANITARN CARRIERES implanté Plamorde 81100 Burlats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite se déroule dans le cadre d'un signalement pour nuisances sonores, et vibrations.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL GRANITARN CARRIERES
- Plamorde 81100 Burlats
- Code AIOT : 0006803500
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de granite est autorisée par arrêté préfectoral du 26/01/2006 pour 25 ans et une production maximale de 6 900 tonnes, sur les parcelles AY n° 62, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71,72, 73, 274 (ex n°64 pp) au lieu dit "Plamborde" sur le territoire de la commune de Burlats (81).

#### Contexte de l'inspection :

- Plainte

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Bruits et vibration	Arrêté Préfectoral du 20/01/2006, article PN17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Prévention des pollutions et nuisances	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article PN 19-20	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La dernière inspection du site, réalisée le 17/07/2025, faisait suite à un signalement par les riverains les plus proches (hameau de Fontebonette) de la carrière, portant sur des nuisances sonores.

À la suite de cette inspection, l'exploitant a mis en œuvre plusieurs mesures correctives destinées à préserver la tranquillité du voisinage; rehaussement des merlons, regroupement des tirs sur deux demi-journées, abandon partiel de l'extraction sur certaines parcelles, maintien d'une zone d'évitement de 200 mètres afin de préserver l'aspect paysager pour les usagers, ainsi que réduction de l'activité du site par l'utilisation d'une seule foreuse au lieu de deux.

Malgré ces dispositions, les riverains du hameau de Fontebonette ont de nouveau saisi, le 16 avril 2026, l'inspection des installations classées afin de signaler des nuisances similaires à celles constatées en 2025, à savoir des bruits et des vibrations.

La visite de ce jour porte sur ces mêmes thématiques.

La carrière était en activité le jour de la visite.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués .
<b>Constats :</b>  Au jour de la visite, la chaussée menant à l'accès de la carrière ainsi qu'au hameau de Fontbonette était en bon état de propreté. Le nettoyage des abords du site est assuré aussi souvent que nécessaire à l'aide d'une balayeuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Bruits et vibration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2006, article PN17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits et vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation est conduite de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.
<b>Constats :</b>  L'exploitation a fait l'objet, en février 2025, d'un signalement pour nuisances sonores émanant des riverains les plus proches du site, situés au hameau de Fontbonette. Ce signalement a donné lieu à une inspection des installations classées. À la suite de cette inspection, l'exploitant a mis en œuvre plusieurs mesures correctives destinées à préserver la tranquillité du voisinage, rehaussement des merlons, regroupement des tirs sur deux demi-journées, abandon partiel de l'extraction sur certaines parcelles, maintien d'une zone d'évitement de 200 mètres afin de préserver l'aspect paysager pour les usagers, ainsi que la réduction de l'activité du site par l'utilisation d'une seule foreuse au lieu de deux. Par ailleurs, des mesures de bruit et de vibrations au niveau des habitations les plus proches de l'exploitation ont été demandées à l'exploitant. Malgré ces dispositions, les riverains du hameau de Fontbonette ont de nouveau saisi, le 16 avril 2026, l'inspection des installations classées afin de signaler des nuisances similaires à celles relevées en février 2025, à savoir des bruits et vibrations. Lors de la visite réalisée ce jour, l'exploitant a présenté le rapport acoustique ciblé demandé à l'issue de l'inspection de juillet 2025. Parmi les trois points de mesure situés en ZER (zone à émergence réglementée), deux mettent en évidence un dépassement des seuils d'émergence réglementaires imputable au fonctionnement de la carrière. L'exploitant a d'ores et déjà prévu de nouvelles actions correctives, comprenant la mise en place d'un mur antibruit, l'installation d'avertisseurs de recul à large bande sur les engins, lesquels présentent la particularité de ne pas émettre de bruit tonal, contrairement aux avertisseurs classiques de type « cri du lynx », et de mieux se fondre dans l'environnement sonore, la

réalisation de mesures de bruit régulières, ainsi que l'aménagement de voies de circulation internes sans irrégularités afin d'éviter les claquements des bennes vides.  
Enfin, s'agissant des vibrations mécaniques, la mise en place d'appareils de mesure au domicile des riverains concernés est envisagée. Cette prestation sera réalisée par un prestataire compétent.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un porter à connaissance présentant l'ensemble des dispositions mises en œuvre afin de limiter au mieux les nuisances subies par les riverains les plus proches.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées sera informée dès la mise en place des sismographes au domicile des riverains concernés, et les résultats seront transmis dès que le rapport d'étude aura été réalisé.

Le porter à connaissance, en cours de complétude, intégrera également l'absence de tirs sur la période allant du 14 juillet au 21 août de chaque année, la période d'août coïncidant avec les congés des salariés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Prévention des pollutions et nuisances**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article PN 19-20

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruits et vibrations

**Prescription contrôlée :**

**PN 19 :** Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limites de l'installation pour les différentes périodes de la journée sont :

- Jour (7h à 22h) Nuit (22h à 7h) 70db (a)
- dimanches et jours fériés 60 db (a)9/10

De plus, les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine dans les zones d'émergence réglementées telles que définies par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, d'une émergence supérieure à :

Si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35dB (A) et inférieur ou égal à 45dB(A) :

- 6dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés ;
- 4dB (A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés .

Si Le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45dB (A):

- 5dB (A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés;
- 3dB (A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés à du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'établissement).

**PN20 :** L'exploitant fait procéder à ses frais à un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité dans les conditions prévues à l'article DP9 ci-dessus puis chaque fois que l'inspecteur des installations classées en fera la demande.

**Constats :**

Le rapport acoustique ciblé, présenté par l'exploitant, met en évidence, sur deux des trois points de mesure situés en ZER (zone à émergence réglementée), un dépassement des seuils d'émergence réglementaires imputable au fonctionnement de la carrière.

La campagne de mesures a été réalisée un après-midi, entre 10h00 et 16h00, afin de caractériser la puissance acoustique des principales sources sonores du site.

LAeq jour : niveau énergétique moyen calculé sur une période de 6h à 22h

JOUR 07h - 22h	Indicateur	Bruit ambiant en dB(A)	Bruit résiduel en dB(A)	Emergence en dB(A)	S e u i l réglementaire en dB(A)	Dépassement
Point ZER 1	LAeq	48,0	31,0	17,0	5,0	Oui
Point ZER 2	LAeq	44,0	32,0	12,0	6,0	Oui
Point ZER 3	LAeq	36,0	30,0	6,0	6,0	Non

Les dépassements aux points ZER 1 et ZER 2 sont liés au fonctionnement de la carrière.

L'exploitant indique avoir d'ores et déjà prévu de nouvelles dispositions visant à réduire au mieux les nuisances sonores subies par les riverains les plus proches.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place dans les meilleurs délais les nouvelles dispositions visant à réduire au mieux les nuisances sonores subies par les riverains les plus proches.

L'inspection des installations classées sera tenue informée de chaque étape de mise en œuvre des actions correctives, et un nouveau rapport acoustique sera établi à l'issue de leur réalisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois